

ped de 2,750 travailleurs, quelles mesures le gouvernement prendra-t-il pour remédier aux conditions qui ont entraîné ces mises à pied afin que les intéressés n'aillent pas grossir les rangs déjà gonflés des chômeurs au Canada?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je tiendrai la question pour préavis, monsieur l'Orateur.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Puisque la Massey-Ferguson Limited a déclaré que ces licenciements résultaient du ralentissement des ventes de produits finis, comment le gouvernement prévoit-il remédier à la situation ainsi qu'au climat économique du Canada qui a provoqué ce regrettable état de choses?

M. l'Orateur: Le député se rend compte, j'en suis sûr, que sa question est d'un caractère trop général pour être posée maintenant. Elle pourrait peut-être être recevable s'il voulait la formuler en des termes plus précis mais ce genre de question ne peut de toute façon être posée pour le moment. Le député invite le gouvernement à faire une déclaration de politique générale et on ne doit pas le faire pendant la période des questions.

M. Knowles (Norfolk-Haldimand): Voici ma question en bref: quelles mesures particulières le gouvernement peut-il prendre pour remédier à la situation qui prévaut à Brantford?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, il est opportun, je pense, que je réponde à une question soulevée hier par le prince de Hastings.

L'hon. M. Hees: Je soulève la question de privilège. Le ministre veut dire Prince Edward-Hastings.

L'hon. M. Pepin: En effet. Il a mentionné que les exportations de produits ouvrés n'ont pas augmenté l'an dernier au même rythme que les années précédentes. Je suis d'accord avec lui en ce qui concerne l'an dernier, mais un bon étudiant de la statistique...

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. M. Hees: Où sont vos belles manières?

M. l'Orateur: Il me semble que le ministre répond à une question posée hier non à celle que vient tout juste de lui poser le député de Norfolk-Haldimand.

* * *

L'AGRICULTURE

LES RAPPORTS DE LA COMMISSION BARBER— LES MESURES ENVISAGÉES

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Agriculture peut-il nous dire quand nous disposerons du rapport final de la Commission Barber? Peut-il aussi nous indiquer si le gouvernement a pris des décisions ou une initiative quelconque au sujet des rapports déjà remis par cette Commission?

[M. Knowles (Norfolk-Haldimand).]

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): J'espère que ce sera très bientôt, monsieur l'Orateur. Nous avons reçu ce rapport il y a déjà quelque temps. Il est actuellement en cours de traduction et d'impression et, je le répète, nous en disposerons avant longtemps. Je ne tiens pas à répéter les déclarations que j'ai faites à plusieurs reprises à la Chambre quant à l'initiative que nous avons prise au sujet des rapports intérimaires précédents.

* * *

L'ÉNERGIE

LA FAISABILITÉ DE L'AMÉNAGEMENT DE PIPE-LINES LE LONG DU MACKENZIE

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, vu l'absence du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, j'aimerais poser ma question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien qui pourra peut-être y répondre. Le 12 novembre, lors d'un discours à Vancouver, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a proposé le Nord canadien comme voie de transport du pétrole et du gaz de l'Alaska vers les États-Unis. Le ministère en cause a-t-il étudié la faisabilité d'installer des oléoducs et des gazoducs le long de la vallée du Mackenzie. Si oui, a-t-on terminé cette étude, et en informera-t-on le grand public?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le président, comme tout le monde le sait, des études sont actuellement faites dans le Nord sur la possibilité de construire sur le *perma-frost* des pipelines pour acheminer le gaz ou le pétrole. Ces études n'ont pas encore été terminées. Nous croyons que ce sera probablement possible, mais je ne pense pas que nous soyons en mesure de donner maintenant une réponse définitive à ce sujet.

[Traduction]

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Le premier ministre pourrait-il nous dire si le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources énonçait la politique du gouvernement quand il suggérait de permettre la construction d'oléoducs et de gazoducs en territoire canadien avant que ne soient connus les résultats d'études de faisabilité et d'enquêtes sur les conséquences écologiques de la mise en place de ces pipe-lines?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il est clair qu'il va falloir examiner conjointement les deux questions. Le ministre est membre du même gouvernement que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et alors la décision de l'un doit être assujettie à la décision de l'autre.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Dois-je alors en conclure que l'offre du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources d'utiliser le grand Nord comme un pont pour le transport du pétrole et du gaz américains dépend des conclusions favorables des études de faisabilité?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je ne crois pas qu'on puisse la qualifier d'offre dans un sens réellement juridique. Ce fut une proposition avancée comme méritant qu'on s'y arrête.